

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 01408 Numéro SIREN : 418 782 025 Nom ou dénomination : 5ASEC R I F

Ce dépôt a été enregistré le 07/01/2021 sous le numéro de dépôt 1757

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 07-01-2021

N° DE DEPOT : 001757

N° GESTION : 2014B01408

N° SIREN : 418782025

DENOMINATION : 5ASEC R I F

ADRESSE : 8 Rue du Sentier 75002 Paris

MILLESIME : 2019

5àSec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 22.702.832 Euros
Siège social : 8 rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

COMPTES ANNUELS

BILAN

COMPTE DE RESULTATS

ANNEXE

COPIE CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2019 au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement	4 558	3 684	874	1 352
Concessions, brevets et droits similaires	480 711	488 424	(7 713)	(4 721)
Fonds commercial	34 570 178	11 123 879	23 446 300	23 221 728
Autres immobilisations incorporelles	420 457	216 900	203 557	203 557
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions	350 110	214 762	135 348	101 629
Installations tech., matériels et outillages industriels	5 274 065	4 584 266	689 798	952 049
Autres immobilisations corporelles	11 126 092	10 252 269	873 822	1 150 533
Immobilisations en cours	253 205		253 205	368 040
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	2 993 503		2 993 503	2 992 503
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	(402)		(402)	(402)
Prêts				
Autres immobilisations financières	826 394	57 488	768 906	770 685
TOTAL (I)	56 298 871	26 941 672	29 357 199	29 756 956
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements	297 635		297 635	332 867
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	1 332 799	5 191	1 327 608	370 621
Autres	1 535 420		1 535 420	1 872 869
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres	6 932		6 932	6 932
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	2 319 592		2 319 592	1 000 077
<i>Charges constatées d'avance</i>	642 552		642 552	786 889
TOTAL (II)	6 134 929	5 191	6 129 738	4 370 255
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				

Ecart de conversion actif (V)				
---------------------------------	--	--	--	--

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/01/2019	Du 01/01/2018
	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :22702832	22 702 832	22 702 832
Prime d'émission, de fusion, d'apport	4 666	4 666
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	434 260	434 260
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	144 333	144 333
Report à nouveau	(15 089 144)	(12 535 718)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(1 257 057)	(2 553 427)
Subventions d'investissement		6 242
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	6 939 889	8 203 188
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	175 094	170 000
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	175 094	170 000
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 929 877	1 260 826
Emprunts et dettes financières diverses	16 079 544	15 319 327
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	417 575	405 290
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 469 177	6 004 567
Dettes fiscales et sociales	2 459 742	2 763 919
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 039	96
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	28 371 954	25 754 024
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	35 486 937	34 127 212

Compte de résultat

Compte de résultat	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				160
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 668 184	26 550	24 694 734	24 626 713
Chiffre d'affaires Net	24 668 184	26 550	24 694 734	24 626 873
Production stockée			25 000	
Production immobilisée			194 603	228 608
Subventions d'exploitation reçues			264 557	43 532
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			20 657	100 711
Autres produits				
TOTAL (I)			25 199 551	24 999 724
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			8 547	2 464
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 345 647	1 376 795
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			19 945	(36 354)
Autres achats et charges externes *			11 766 245	11 995 009
Impôts, taxes et versements assimilés			696 421	749 922
Salaires et traitements			8 448 367	8 741 661
Charges sociales			2 134 523	2 235 664
Dotations aux amortissements sur immobilisations			659 065	701 301
Dotations aux provisions sur immobilisations			540 354	
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			210 347	214 885
TOTAL (II)			25 829 460	25 981 346
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			620 551	597 357
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(629 909)	(981 623)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			27	2 195
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			27	2 195
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			957 926	857 271
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			957 926	857 271
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(957 899)	(855 076)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			(1 587 808)	(1 836 699)

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion	312 464	311 510
Sur opérations en capital	872 134	405 197
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL (VII)	1 184 598	716 707
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	303 348	599 761
Sur opérations en capital	369 636	708 674
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	200 094	125 000
TOTAL (VIII)	873 079	1 433 435
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	311 519	(716 728)
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	(19 231)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	26 384 175	25 718 625
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	27 641 233	28 272 052
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(I 257 057)	(2 553 427)

Annexes

Règles et méthodes comptables

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 35 486 936.89 euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant une perte de -1 257 057.24 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Société « 5 à sec RIF » ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n°2016 -07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation dans le contexte d'incertitude significative liée aux procédures en cours décrit en note *Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture* de l'annexe aux comptes annuels. Au cas où ces procédures ne se concluraient pas par des plans de continuation lors du jugement par le Tribunal de Commerce fixé le 15 décembre 2020, l'application des règles et principes comptables utilisées dans le contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : l'entreprise a retenu les durées réelles d'utilisation telles qu'elles sont prévues au niveau du groupe pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées comme suit :

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2020-2023 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	31/12/19	31/12/18
CAPEX	3% du CA	3% du CA
Frais de structure	3% du CA	3% du CA
Taux d'actualisation	9,70%	9,70%
Croissance à l'infini	1%	1%
Fiscalité	25% sur la Valeur terminale	25% sur la Valeur terminale

Une revue avec les Directeurs de Région a permis d’inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d’un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d’action a été initié (ex : lancement d’un projet love cost). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en œuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation éventuellement). Dans les deux cas (mise en œuvre d’un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d’usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

A la suite du test de dépréciation, huit magasins ont fait l’objet d’une dépréciation complémentaire, en ce compris le magasin de Paris- François Mitterrand dont la fermeture a été décidée au cours de l’exercice, pour un montant global de 540 k.

L’analyse de sensibilité est la suivante :

Montant en milliers d'euros :

		Taux d'actualisation						
		8,20%	8,70%	9,20%	9,70%	10,20%	10,70%	11,20%
Taux de croissance	0,90%	(474)	(500)	(523)	(543)	(561)	(577)	(592)
	0,95%	(472)	(498)	(521)	(542)	(560)	(576)	(591)
	1,00%	(469)	(496)	(520)	(540)	(559)	(575)	(590)
	1,05%	(467)	(494)	(518)	(539)	(558)	(574)	(589)
	1,10%	(465)	(493)	(516)	(538)	(556)	(573)	(589)

Par ailleurs, à la suite de la fermeture de certains sites dont le magasin de Dreux, la société a procédé à la reprise exceptionnelle des dépréciations associées pour un montant global de 737 K€. A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 34 570 K€, la dépréciation globale est de 11 124 K€.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au cout de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP " NAVISION " au niveau du Groupe.

Les autres durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

▪ Logiciels informatiques	de 2 à 7 ans
▪ Agencement des constructions	10 ans
▪ Matériel et outillage	de 2 à 10 ans
▪ Agencements, aménagements et installations	10 ans
▪ Matériel de transport	3 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
▪ Mobilier	de 7 à 8 ans

II. IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat ainsi que par les frais accessoires d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour le groupe, celle-ci tient compte de la quote-part de la situation nette détenue, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la quote-part de l'actif net réévalué des filiales, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.

Les dépôts de garantie versés à nos bailleurs ont fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle de 49.347 Euros correspondant au solde non justifié de ce poste.

III. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat, ainsi que les frais accessoires.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

IV. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est appréciée au cas par cas. Aucune méthode de dépréciation statistique n'est appliquée.

V. CHANGEMENT DE METHODES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général et aux Principes Comptables généralement admis.

VI. PROVISIONS

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt.

VII. ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 0,75% (vs 1,60% en 2018), ainsi qu'une progression annuelle de 1.8% des salaires iso vs 2018
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2013-2015 par sexe)

VIII. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

▪ Activité

5àSec RIF, détenue à 100% et présidée par 5àSec Group, exploite une activité de holding et de blanchisserie-teinturerie, en France, à destination d'une clientèle « BtoC » (particuliers) et « BtoB » (professionnels).

5àSec RIF détient en direct les 106 magasins exerçant une activité de blanchisserie-teinturerie, au travers des 5 enseignes suivantes :

- 5àSec
- Bel & Blanc
- Le Tigre
- Henault Morel
- Baechler

Les magasins sont répartis principalement en région Parisienne, dans l'ouest de la France, en Alsace et en Lorraine et dans les environs de Marseille.

La société, qui emploie 415 salariés, a réalisé, au cours de l'exercice précédent, un chiffre d'affaires de 24 627 K€ pour un excédent brut d'exploitation de -210 K€ et, au cours de l'exercice clôturé au 31 décembre 2019, un chiffre d'affaires 24 694 K€ pour un excédent brut d'exploitation de +495 K€.

Depuis 2017, la société a vu son chiffre d'affaires baisser en moyenne de 2% par an, lequel atteint 24,6 M€ en 2019, contre 25,6 M€ en 2017. Ce recul d'activité est principalement expliqué par les mouvements sociaux (« Gilets Jaunes » et grèves) des deux dernières années qui ont pénalisé l'activité.

Son plan de redressement, sous la houlette du nouveau management, commençait à porter ses fruits, juste avant d'être stoppé net par la crise du Covid-19 (cf. Evènements postérieurs à la clôture).

▪ Financement

En date du 17 octobre 2017, 5àsec RIF a souscrit auprès de My Partner Bank ex BESV (syndiqué à Arkea) une ligne de crédit renouvelable (Revolving Credit Facility) destinée à financer ses besoins en fonds de roulement, à échéance du 17 octobre 2024. Le solde à la clôture de décembre 2018 s'élevait à 1 200 K€. Au cours de l'exercice 2019, 5àsec RIF a procédé à un tirage de 800 k€ le 18 janvier (renouvelé) puis de 900 k€ le 15 mars (renouvelé) puis de 2 000 k€ le 10 avril (renouvelable en octobre 2019). Le solde au 31 décembre 2019 s'élève à 4 900 K€.

Ces tirages sont rémunérés sur la base d'un taux d'intérêt de 3,5% jusqu'au 29 novembre 2019 puis de 5,5% à compter de cette date.

Ce financement est conditionné par le respect de ratios à date de clôture de chaque arrêté semestriel et annuel. Or, 5àsec RIF était en bris à la clôture de cet exercice (cf. Evènements postérieurs à la clôture).

- Cession d'actifs

En date du 27 mars 2019, la société a procédé au refinancement par leasing de matériel de traitement du textile. La cession a été opérée à la valeur comptable des actifs soit 303 K€.

- Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques inscrites au bilan fin 2019, soit un montant de 175 K€ ont pour vocation de couvrir des contentieux sociaux. L'évaluation du risque encouru correspond à une appréciation de notre conseil sur ces différents contentieux engagés à cette date.

- Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises :

Un produit à recevoir relatif à l'application du Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises a été comptabilisé pour un montant global de 456 K€ au 31 décembre 2018. Celui-ci a fait l'objet d'une mobilisation au cours de l'exercice 2019.

Comme pour les exercices précédents, le CICE a été principalement dédié au renouvellement de l'outil de production en lien avec les changements réglementaires de la profession du pressing et blanchisserie.

- Crédit d'Impôt Recherche :

Aucun crédit d'impôt n'a été constaté au cours de l'exercice 2019

La créance inscrite à l'actif du bilan associée au Crédit d'Impôt Recherche s'établit à un montant global de 11 K€. Elle n'a pas fait l'objet de mobilisation.

- Contrôles fiscaux :

La société 5 à SEC RIF a fait l'objet d'un contrôle de vérification de l'application des législations de sécurité sociale, d'assurance chômage et de garantie des salaires au cours de l'année 2013. Ce contrôle de vérification a donné lieu à redressement pour un montant global de 292 K€, hors pénalités, régulièrement inscrit dans les comptes.

Ce contrôle de vérification donne actuellement lieu à contestation devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale sur deux points représentant 84 % des sommes réclamées. A fin 2019, la dette initialement provisionnée pour un montant de 292 K€ à fin 2013, s'établit à 178 K€.

- Opérations de restructuration juridique :

Le 21 mars 2019, la société IDF Pressing a procédé à la transmission universelle de patrimoine au profit de son associé unique 5àsec RIF avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019. L'opération s'est traduite par la constatation d'un mali de confusion de 71 942 € et d'un fonds de commerce de 22 320 €.

Evènements postérieurs à l'exercice

Le marché du pressing est impacté depuis une quinzaine d'années par (i) la forte baisse du costume-cravate dans le monde professionnel (dont les ventes ont été divisées par 2 en 10 ans), (ii) l'avènement des vêtements à très bas prix (Zara, H&M et explosion du marché de l'occasion), (iii) l'amélioration constante des machines à laver pour particuliers et (iv) l'image vieillissante du pressing.

Partant de ce constat, les nouveaux dirigeants ont présenté un nouveau plan stratégique, court, moyen et long terme. Le plan de réorganisation du groupe 5àSec se fondait, principalement, sur trois piliers : (i) le « back-to-basics » sur son marché historique, avec une rationalisation des coûts et une amélioration du service client ; (ii) le lancement de nouvelles offres à travers la marque 5àSec Services ; et (iii) le lancement de nouvelles activités, telles qu'un service de nettoyage et recoloration de sneakers, ou des corners pressing dans des magasins alimentaires de proximité (en France et en Suisse).

Afin d'atteindre ces objectifs de réorganisation, la Société devait procéder à des investissements importants afin de rattraper les retards d'investissement du groupe.

Tous les accords de principe nécessaires pour assainir la situation financière du groupe avaient été conclus, et restaient simplement à formaliser, lorsqu'est survenue la crise de la Covid-19.

Impact de la crise sanitaire Covid -19

En raison de la crise sanitaire, tous les magasins en propre et franchisés ont dû fermer à partir du 16 mars 2020. La majorité des salariés français a été placée en chômage partiel à compter de cette date.

Il s'en est suivi un effondrement du chiffre d'affaires et une violente dégradation du résultat prévisionnel 2020, à tout le moins.

Dans ces conditions, la restructuration financière initialement envisagée est devenue caduque, avant même d'avoir été formalisée.

Si notre actionnaire et l'investisseur principaux croyaient tous les deux à la possibilité d'un redressement du groupe, la crise sanitaire a rendu, selon eux, un redressement in bonis impossible de par son coût. Le projet de réinvestissement a donc été adapté pour une mise en œuvre dans le cadre de procédures collectives, comprenant, dès lors, une renégociation des passifs d'exploitation.

Un accord est ainsi intervenu entre l'actionnaire et l'investisseur, dans le cadre duquel :

- L'actionnaire acceptait de céder sa participation à L'investisseur qui devenait donc le nouvel actionnaire de contrôle du groupe 5àSec ;
- Notre nouvel actionnaire accompagnait donc lui-même, en cette nouvelle qualité, les procédures collectives appelées à être ouvertes ;

- Notre nouvel actionnaire enfin, prévoyait un investissement pouvant atteindre 11 M€, pour accompagner un plan de redressement, sous réserve que ce plan puisse être élaboré et mis en œuvre à des conditions satisfaisantes.

C'est dans ce contexte que les sociétés suivantes du groupe 5àSec ont dû déclarer leur état de cessation des paiements :

- Financière Hygie
- 5àSec RIF ;
- 5àSec France ;
- SOYEZBCBG ;
- Newpresspro ;
- Confluence ;
- Press 38 ;
- Lyon Part Dieu Pressing.

Le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé le 28 avril 2020 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

Quant aux sociétés 5àSec Group et Teinturerie Letourneur, qui sont encore à ce jour in bonis, elles ont sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde.

Modalités du plan de continuation par redressement

Le Groupe prévoit d'atteindre en 2024 son chiffre d'affaires cible (environ 45 M€ sur le périmètre en procédure et près de 90 M€ consolidé) et son EBITDA cible (environ 3 M€ sur le périmètre en procédure et 7 à 8 M€ en consolidé). C'est donc sur cette base, que la direction du Groupe a raisonné pour bâtir les propositions d'apurement du passif :

▪ Plan de redressement opérationnel

Chaque société du groupe 5àSec faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a présenté un plan de redressement ou de sauvegarde, lequel s'inscrira dans une logique et une cohérence globale au niveau du groupe.

En effet, face à un marché structurellement en baisse du fait de la conjoncture économique et des nouvelles habitudes de travail et de consommation (habillement casual, télétravail, etc.), impactant aussi bien les volumes que les marges, le groupe doit trouver de nouveaux relais de croissance, tout en améliorant son efficacité opérationnelle, ce qui nécessitera des investissements significatifs.

Pour ce faire, le groupe 5àSec a développé un plan industriel basé sur les 6 grands axes stratégiques suivants :

- Le modèle opérationnel doit être centralisé, industrialisé et mutualisé ;
- Le réseau de magasins doit être rationalisé, harmonisé et amélioré, notamment avec le concept de « love cost ». Ainsi, dans environ 120 magasins, le groupe va investir dans la formation des managers pour améliorer l'expérience client. De plus, la fermeture des magasins non rentables devra être envisagée ;

- L'offre de service doit se renouveler avec la mise en place de la marque 5àSec Services. Cette marque devrait proposer une offre de (i) livraison à domicile, (ii) d'enlèvement à domicile de textiles d'ameublement (nettoyage de tapis ou de canapés) et (iii) des boxes en entreprise ;
- Le métier doit être revalorisé (conditions de travail, plan de formation, etc.) ;
- Le modèle de Master franchisé doit être revu pour le tendre vers un modèle dit « capex light ». A ce titre, l'objectif est de réduire les coûts d'entrée pour les nouveaux franchisés en proposant l'utilisation de machines de lavages dont le coût d'acquisition est réduit ou la possibilité de bénéficier d'une solution de leasing avantageuse (négociée au niveau du groupe) ;
- La mise en place d'une plateforme omnicanale doit être accélérée.

L'atteinte de ces objectifs suppose la réalisation d'investissements importants :

- D'une part, le groupe doit faire face au remplacement de plusieurs de ses machines de nettoyage à sec (coût unitaire de 25 K€) et la remise à niveau du parc de magasins (rénovation et fermeture) ;
- Des investissements importants dans l'IT. En effet, aucune solution de logiciel métier clé en main n'existe, ce qui contraint la société à développer ses propres solutions.

▪ **Réduction du passif**^[MAP1]

Le plan de redressement de 5àsec ne pourra être mené à bien qu'à la condition d'une réduction drastique du passif du Groupe, qui s'élève, à ce jour, à 157 M€ (dont 72 M€ de passif tiers), soit un niveau incompatible avec la rentabilité de l'activité pouvant être raisonnablement attendue. Pour restaurer une structure de bilan viable, il a donc été estimé que le niveau de passif consolidé sur le périmètre en procédure ne devrait pas excéder environ 20 M€. Le solde, par conséquent, doit être abandonné ou annulé.

▪ **Plan d'apurement du passif au niveau de la Société**^[MAP2]

Le plan présenté par la direction au Tribunal de Commerce de Paris est le suivant :

- Créances super privilégiées

Les créances super privilégiées estimées à 268 K€ ont été payées à hauteur de 10% avant l'audience, puis le solde sera honoré sur 12 mois.

- Dettes fournisseurs

Les créances inférieures ou égales à 500€ seront payées intégralement à l'adoption du plan par jugement devenu définitif, conformément à la Loi.

Les fournisseurs faisant partie du comité des principaux fournisseurs se sont vu proposer un règlement comptant de 15% de leurs créances admises, dès l'adoption du plan par jugement devenu définitif, le solde étant abandonné.

Les autres fournisseurs (hors comité) se sont vu proposer deux options :

- Option courte : paiement de 15% des créances admises, dès l'adoption du plan par jugement devenu définitif, pour solde de tout compte ;
- Option longue : paiement de 100% du montant des créances admises, sur 7 ans selon l'échéancier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan.

Il convient de préciser ici que parallèlement à la circularisation des propositions d'apurement du passif, l'actionnaire s'est rapproché d'un certain nombre de fournisseurs, jugés stratégiques, pour leur proposer de leur racheter leurs créances, à des conditions qu'ils négocieront de façon bilatérale.

▪ **Dettes fiscales et sociales**

La CCSF a été saisie d'une demande visant à régler 15% des créances rémissibles à l'adoption du plan par jugement devenu définitif, pour solde de tout compte et en cas de refus, il est proposé de l'apurer selon l'échéancier commun des créanciers hors comité n'acceptant pas de remise (option longue, comme ci-dessous).

En ce qui concerne la dette de TVA, qui ne peut faire l'objet d'aucune remise, il est proposé de l'apurer selon l'échéancier commun des créanciers hors comité n'acceptant pas de remise : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan.

▪ **Dettes envers les créanciers membres du comité des établissements de crédit et assimilés**

Les créanciers membres du comité des établissements de crédit et assimilés se sont vu proposer le traitement suivant :

- Un paiement comptant de 5% des créances admises dès l'adoption du plan par jugement devenu définitif, contre abandon du solde.
- S'agissant des créances portées par les actionnaires et les autres membres du Groupe, il est prévu un traitement plus défavorable, consistant en un abandon de créance ou une conversion intégrale en capital, suivie d'une réduction du capital, conduisant donc à une annulation des actions ainsi obtenues.

▪ **Apport de new money**

Pour mener à bien le plan de redressement, un besoin de new money a été estimé par cabinet d'expertise indépendant à hauteur de 10,9 M€ au niveau du groupe.

Le nouvel actionnaire s'est engagé à procéder à un apport de 11 M€ (en ce compris le rachat des créances des fournisseurs stratégiques – cf. ci-après), sous réserve de l'adoption du plan

Il est prévu qu'il le fasse notamment par la souscription :

- d'une augmentation de capital de Financière Hygie ; et
- d'obligations convertibles en actions émises par Financière Hygie. Ces obligations convertibles auront une maturité de 7 ans à compter de leur souscription et porteront intérêt pouvant être capitalisés.

▪ Simplification juridique de l'organigramme

Il est envisagé, en vue de simplifier l'organigramme juridique du groupe, de procéder :

- dans un premier temps à l'absorption, par Newpresspro, par voie de fusion, des sociétés Part- Dieu Pressing, Confluence Pressing, Press 38 et Sainte Foy Pressing ;
- puis dans un second temps, à l'absorption, par 5àSec RIF, par voie de fusion, des sociétés Teintureries Letourneur, SoyezBCBG, GSBC et Newpresspro.

La société a présenté le 23 Novembre 2020 le plan de continuation tel que décrit ci-dessus au Tribunal de Commerce de Paris, la date de jugement est fixée au 15 Décembre 2020.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
<i>Immobilisations incorporelles</i>		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	4 558		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	35 504 293		98 537
TOTAL	35 508 851		
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	21 343		
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	275 421		53 346
Installations techniques, matériel et outillages ind.	5 263 116		10 949
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	10 212 595		77 755
Mat. de transport	188 138		649
Mat. de bureau et info., mobilier	644 358		3 570
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	368 040		188 137
Avances et acomptes			
TOTAL	16 973 010		
<i>Immobilisations financières</i>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 992 503		
Autres titres immobilisés	(402)		
Prêts et autres immobilisations financières	828 173		
TOTAL	3 820 275		432 994
TOTAL GENERAL	56 302 136		

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			4 558	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(131 484)	35 471 346	
TOTAL		(131 484)	35 475 904	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			21 343	
Inst. gales., agencts. et aménagt. const			328 767	
Installations techniques, matériel et outillages ind.			5 274 065	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			10 290 350	
Mat. de transport		(973)	187 814	
Mat. de bureau et info., mobilier			647 928	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		(302 972)	253 205	
Avances et acomptes				
TOTAL		(303 945)	17 003 471	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		(1 000)	2 993 503	
Autres titres immobilisés			(402)	
Prêts et autres immobilisations financières		(1 780)	826 394	
TOTAL	104 529	(438 209)	3 819 495	
TOTAL GENERAL		3 265	56 298 871	

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement	3 206	478		3 684
Autres postes d'immo. incorp.	698 056	7 268		705 324
TOTAL	701 262	7 746		709 008
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	173 791	19 628		193 419
Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	4 311 066	273 200		4 584 266
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	9 140 075	313 818		9 453 893
Matériel de transport	169 519	12 174		181 693
Mat. de bureau et informatique, mobilier	584 965	31 719		616 683
Emballages récup. et divers				
TOTAL	14 400 758	650 539		15 051 298
TOTAL GENERAL	15 102 020	658 285		15 760 306

Cadre B	Ventil. Mouvements provisions amortissements dérogatoires						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amort. A la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort. Fiscal exceptionne 1	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort. Fiscal exceptionne 1	
<i>Immobilisations incorporelles</i>							
Frais d'étab. et développement Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
<i>Immobilisations corporelles</i>							
Terrains							
Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique, mobilier Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Cadre C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Réglémentées</i>				
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger avant le 01/01/1992				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger après le 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				
<i>Risques et charges</i>				
Provisions pour litiges	170 000	200 094	195 000	175 094
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marché à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entrtciens et grandes révisions				
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	170 000	200 094	195 000	175 094

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Dépréciations</i>				
Immobilisations incorporelles	11 385 672	540 354	802 147	11 123 879
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres mis en équivalence				
Inmmobilisations titres de participations				
Immobilisations financières	57 488			57 488
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	5 191			5 191
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	11 448 350	540 354	802 147	11 186 557
TOTAL GENERAL	11 618 350	740 448	997 147	11 361 651
Dont dotations et reprises : - d'exploitaton		540 354	60 000	
Dont dotations et reprises : - financières				
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles		200 094	872 134	
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<i>De l'actif immobilisé</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	826 394		826 394
<i>De l'actif circulant</i>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 332 799	1 332 799	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	85 209	85 209	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 299	2 299	
Impôts sur les bénéfices	10 735	10 735	
Taxe sur la valeur ajoutée	587 983	587 983	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	19 912	19 912	
Divers			
Groupe et associés (2)	263 919	263 919	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	565 363	565 363	
Charges constatées d'avance	642 552	642 552	
TOTAL	4 337 165	3 510 771	826 394
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	4 929 877	4 929 877		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	671	671		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 469 177	4 469 177		
Personnel et comptes rattachés	998 190	998 190		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	900 773	900 773		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	529 040	529 040		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	31 739	31 739		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	16 078 873	16 078 873		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	16 039	16 039		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	27 954 379	27 954 379		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 173	7 573
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 306 379	829 684
Dettes fiscales et sociales	1 385 646	1 983 875
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	2 697 198	2 821 132

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
51810000 Intérêts courus à payer	5 173	7 573
40810000 Fournisseurs Factures non parvenues	1 306 379	829 684
42810000 PROV 35 HEURES	57 591	65 488
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	698 983	873 905
42860000 Autres charges à payer		161 841
42862000 PROV SUR PRIMES	174 264	127 235
42865000 prov ind CDD	9 435	9 435
43820000 Charges sociales sur congés à payer	211 379	272 145
43830000 CH SOC / primes		57 147
43860500 ORGANISME SOCIAUX A PAYER	178 191	182 272
43861000 CH SOC / 35 HEURES	12 217	20 758
43862000 ch / prov ind CDD	2 642	2 642
43863000 FORMATION PROFESS.		95 541
43864000 C.I.L	38 883	39 195
43865000 TAXE APPRENTISSAGE		55 956
44860000 Etat Charges à payer	2 063	20 316
TOTAL	2 697 198	2 821 132

Produits à recevoir
(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	29 572	22 680
Autres créances	430 448	196 831
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	460 019	219 511

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
41800000 Clients Produits non encore facturés	1 259	
41820000 Fae groupe	28 312	22 680
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus	430 448	196 831
TOTAL	460 019	219 511

Produits et charges constatés d’avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Charges d'exploitation	642 552	786 889
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	642 552	786 889

Les charges constatées d’avance sont en lien avec des actions engagées se chevauchant entre deux périodes de clôture. Elles sont évaluées sur la base de leurs montants réellement engagés et proratisés selon les périodes d’affectation.

Fonds commercial

	31/12/2018							31/12/2019		
Désignation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL	Apport	Mise au rebut	Dotations	Reprise	Achetés	Reçus en apport	TOTAL
Fonds de commerce	7 760 383		7 760 383	22 320				7 760 383	22 320	7 782 703
Droit au bail	1 284 589		1 284 589					1 284 589		1 284 589
Droit d'entrée	150 762		150 762					150 762		150 762
Mali technique		25 411 667	25 411 667	71 942	-131 484			0	25 352 125	25 352 125
Valeur brute	9 195 734	25 411 667	34 607 401	94 262	-131 484			9 195 734	25 374 445	34 570 179
Dépréciation			-11 385 672			-540 354	802 147			-11 123 879
Valeur nette comptable			23 211 729							23 446 300

Commentaires :

Les principales variations de la période concernent :

- L'opération d'apport d'un fonds de commerce (magasin de Villebon) et d'un mali technique consécutive de la transmission universelle du patrimoine d'IDF Pressing (cf. Faits caractéristiques de la période),
- La sortie de malis techniques dont le magasin de Dreux et des dépréciations correspondantes,
- La dépréciation constatée au titre des tests de valeur cf. Règles et méthodes comptables. I. Immobilisations corporelles et incorporelles.

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	16	22 702 832
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	1 418 927	16	22 702 832

Mouvements sur capitaux propres

	Début exercice	Affectation	Fin exercice
Capital Social	22 702 832		22 702 832
Prime d'émission, de fusion, d'apport	4 666		4 666
Réserve légale	434 260		434 260
Autres réserves	144 333		144 333
Report A nouveau	-12 535 718	-2 553 427	-15 089 144
Résultat 2018	-2 553 427	2 553 427	
Résultat 2019			-1 257 057
TOTAL	8 196 946		6 939 889

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	24 694 734
TOTAL	24 694 734

Répartition par marché géographique	Montant
France	24 688 184
Etranger	26 550
TOTAL	24 694 734

Décomposition des charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles nettes des reprises de provisions ont principalement trait aux indemnités de sortie de personnel (161 976 €) les litiges et contentieux (114 535 €), les couts de fermeture de magasins (70 212 €), la mise au rebut de stocks (10 393 €), des amendes et pénalités (11 325 €).

Les cessions d'actifs dont véhicules et matériel textile pour un prix de cession global de 306 415 € se sont soldées par une plus-value nette de 3 056 €. Cf Frais caractéristiques de l'exercice.

On rappellera enfin l'impact de la mise au rebut de fonds commerciaux associée aux reprises de dépréciation correspondantes cf. Fonds commercial

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-1 587 808	
Résultat exceptionnel (et participation)	311 519	
Résultat comptable	-1 257 057	

La charge d'intégration fiscale a été calculée au taux de droit commun, soit 28%. La ventilation de l'impôt sur les bénéfices tient compte des réintégrations et des déductions fiscales opérées dans le résultat fiscal.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
Provisions règlementées :	0
Autres :	0
TOTAL	0
Allègements de la dette future d'impôts	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Contribution C3S	13 251
Effort construction	41 258
Autres :	
TOTAL	54 509
Amortissements réputés différés	
Déficit reportable en fin d'exercice	12 729 540

Crédit-Bail et Location financement

	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
Valeur d'origine :	2 416 259	757 321	3 173 580
Amortissements :			
Cumuls des exercices antérieurs	1 196 528	405 734	1 601 358
Dotations de l'exercice	586 223	132 731	718 954
TOTAL	1 602 262	538 465	2 321 216
Redevances payées :			
Montants de l'exercice			778 439
TOTAL			
Redevances restant dues :			
A 1 an au plus			507 381
Entre 1 et 5 ans			386 306
A plus de 5 ans			0
TOTAL			
Valeur résiduelle :			
A 1 an au plus			
Entre 1 et 5 ans			
A plus de 5 ans			
TOTAL			0
Montant pris en charge dans l'exercice :			778 439

- La société procède à des opérations de location financement dans le cadre du renouvellement de son matériel de traitement du textile en magasins. Ainsi, en date du 27 mars 2019, la Société a procédé au refinancement par leasing par une cession à la valeur comptable des actifs soit 303 K€.
- Les autres immobilisations correspondent pour l’essentiel à des opérations de location financement de son parc roulant.

Autres engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Autres engagements	
TOTAL	

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Entreprises liées et participations
Titres de participation	2 796 516
Consommables	23 785
Clients et comptes rattachés	1 285 543
Comptes courants - actif - courant	263 919
TOTAL ACTIF	4 369 763
Dettes fournisseurs	1 866 782
Comptes courants groupe passifs - courant	16 077 873
TOTAL PASSIF	17 944 655
Coûts des équipements vendus	-6 558
Coûts des consommables vendus	-14 660
Coût des licences	-33 895
Sous-traitance	-3 470
Maintenance, entretiens et réparations	-2 483
Divers	-1 420
Personnel intérimaire	-708 733
Legal Fees	-15
Publicités	-97 974
Transports	-1 604
Company Cars	-1 646
Déplacements, missions	-1 001
Autres charges externes	-893 881
Autres charges de personnel (dont intéressement)	-155 790
Intérêts payés sur C/C	-731 892

Autres intérêts	-19 790
B2B revenues	803 369
Autres produits	82 517
Intérêts reçus sur C/C	27
TOTAL RESULTAT	-1 788 899

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec. Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)
- La rémunération des comptes courants intra-Groupe conformément à la convention de trésorerie liant les entités du Groupe 5 à sec.

Effectif au 31 décembre 2019

En nombre qu'équivalent temps plein (hors apprentis)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	17	
Agents de maîtrise et techniciens	40	
Employés	6	
Ouvriers	322	
TOTAL	385	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			817 518
TOTAL			817 518

Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

- Financière Hygie
- SAS au capital de 18 331 611 euros
- 8 Rue du Sentier
- 75 002 Paris
- RCS Paris 831 151 501

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société Financière Hygie constitue la tête de groupe. La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises afférent au millésime 2018 représente un allègement futur d'impôt de 468 636 euros. Ce crédit d'impôt a fait l'objet d'une mobilisation au cours de l'exercice.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019 se sont élevés à 37 900 euros.

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
5 à Sec FRANCE	80.800	2.359 890	100%	2.796.516	2.796.516			5 432 539	-850 952	
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Filiales non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										
- Participations non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Aucune distribution de dividendes n’est intervenue au cours de l’exercice.

5àsec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 22.702.832 Euros
Siège social : 8 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
PRISES LE 23 DECEMBRE 2020

L'an deux mille vingt et le vingt-trois Décembre à 11 heures 30, la société 5àsec Group, S.A.S. au capital de 16.916.759,19 € dont le siège est 8, Rue du Sentier, 75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 498 018 233, associée unique, représentée par Monsieur Olivier BOCCARA représentant de la société Financière Hygie Présidente de 5àSec Group, a pris au siège social, les décisions ci-après.

Monsieur Olivier BOCCARA préside la séance en sa qualité de représentant de la société Financière Hygie Présidente de la société 5 à Sec GROUP Présidente de la société 5àSec RIF.

M. le Président constate :

- que le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.
- que Madame Martine AUDMOND et Madame Marie-Hélène DIDION membres du comité d'entreprise de l'unité économique et sociale sont *absentes et excusées*.

Le président dépose sur le bureau :

- La copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes titulaire
- La copie des convocations des membres du comité d'entreprise
- Le rapport de gestion du Président
- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe)
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice
- Le texte des décisions proposées

Le président déclare que les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués à l'associé, ont été tenus à sa disposition au siège social dans les délais légaux et statutaires.

Le président rappelle que l'associée est appelée à se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Président sur la gestion et les opérations de l'exercice clos le 31 Décembre 2019,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de cet exercice,
- Approbation desdits rapports, comptes et bilan, quitus au Président,
- Affectation des résultats,
-
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties le rapport du Président, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 Décembre 2019 tels qu'ils sont présentés, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Président au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président de l'exécution de son mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le déficit de l'exercice s'élevant à 1.257.057 € en report à nouveau.

L'associé reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

.....

QUATRIEME DECISION

L'associé confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires,

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent extrait de procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de séance et représentant de l'associé unique.

**M. Olivier BOCCARA Président de séance
et représentant de l'associé unique**

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

5ASEC R I F

Société par actions simplifiée

8, rue du Sentier

75002 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

5ASEC R I F

Société par actions simplifiée

8, rue du Sentier

75002 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique de la société 5ASEC R I F

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 5ASEC R I F relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 8 décembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la première partie de l'annexe au bilan et au compte de résultat ainsi que dans les notes Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs à la clôture de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 8 décembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelés à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

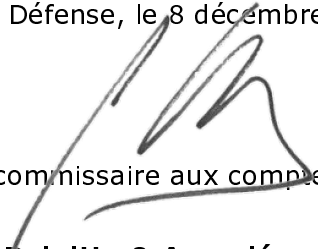
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 8 décembre 2020



Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Benoit PIMONT

COMPTES ANNUELS

en euros

5A SEC R I F

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Bilan au 31/12/2019

8, Rue du Sentier

75002 PARIS

SIRET : 418 782 025 01359

NAF : 9601B

Etats financiers

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2019 au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement	4 558	3 684	874	1 352
Concessions, brevets et droits similaires	480 711	488 424	(7 713)	(4 721)
Fonds commercial	34 570 178	11 123 879	23 446 300	23 221 728
Autres immobilisations incorporelles	420 457	216 900	203 557	203 557
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions	350 110	214 762	135 348	101 629
Installations tech., matériels et outillages industriels	5 274 065	4 584 266	689 798	952 049
Autres immobilisations corporelles	11 126 092	10 252 269	873 822	1 150 533
Immobilisations en cours	253 205		253 205	368 040
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	2 993 503		2 993 503	2 992 503
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	(402)		(402)	(402)
Prêts				
Autres immobilisations financières	826 394	57 488	768 906	770 685
TOTAL (I)	56 298 871	26 941 672	29 357 199	29 756 956
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements	297 635		297 635	332 867
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	1 332 799	5 191	1 327 608	370 621
Autres	1 535 420		1 535 420	1 872 869
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres	6 932		6 932	6 932
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	2 319 592		2 319 592	1 000 077
<i>Charges constatées d'avance</i>	642 552		642 552	786 889
TOTAL (II)	6 134 929	5 191	6 129 738	4 370 255
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/01/2019	Du 01/01/2018
	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :22702832	22 702 832	22 702 832
Prime d'émission, de fusion, d'apport	4 666	4 666
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	434 260	434 260
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	144 333	144 333
Report à nouveau	(15 089 144)	(12 535 718)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(1 257 057)	(2 553 427)
Subventions d'investissement		6 242
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	6 939 889	8 203 188
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	175 094	170 000
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	175 094	170 000
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 929 877	1 260 826
Emprunts et dettes financières diverses	16 079 544	15 319 327
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	417 575	405 290
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 469 177	6 004 567
Dettes fiscales et sociales	2 459 742	2 763 919
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 039	96
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	28 371 954	25 754 024
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	35 486 937	34 127 212

Compte de résultat

Compte de résultat	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				160
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 668 184	26 550	24 694 734	24 626 713
Chiffre d'affaires Net	24 668 184	26 550	24 694 734	24 626 873
Production stockée				
Production immobilisée			25 000	
Subventions d'exploitation reçues			194 603	228 608
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			264 557	43 532
Autres produits			20 657	100 711
TOTAL (I)			25 199 551	24 999 724
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			8 547	2 464
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 345 647	1 376 795
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			19 945	(36 354)
Autres achats et charges externes *			11 766 245	11 995 009
Impôts, taxes et versements assimilés			696 421	749 922
Salaires et traitements			8 448 367	8 741 661
Charges sociales			2 134 523	2 235 664
Dotations aux amortissements sur immobilisations			659 065	701 301
Dotations aux provisions sur immobilisations			540 354	
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			210 347	214 885
TOTAL (II)			25 829 460	25 981 346
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			620 551	597 357
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(629 909)	(981 623)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			27	2 195
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			27	2 195
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			957 926	857 271
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			957 926	857 271
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(957 899)	(855 076)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			(1 587 808)	(1 836 699)

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	312 464	311 510
Reprises sur provisions et transferts de charges	872 134	405 197
TOTAL (VII)	1 184 598	716 707
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	303 348	599 761
Sur opérations en capital	369 636	708 674
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	200 094	125 000
TOTAL (VIII)	873 079	1 433 435
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	311 519	(716 728)
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	(19 231)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	26 384 175	25 718 625
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	27 641 233	28 272 052
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(1 257 057)	(2 553 427)

Annexes

Règles et méthodes comptables

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 35 486 936.89 euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant une perte de -1 257 057.24 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Société « 5 à sec RIF » ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n°2016 -07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation dans le contexte d'incertitude significative liée aux procédures en cours décrit en note *Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture* de l'annexe aux comptes annuels. Au cas où ces procédures ne se concluraient pas par des plans de continuation lors du jugement par le Tribunal de Commerce fixé le 15 décembre 2020, l'application des règles et principes comptables utilisées dans le contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : l'entreprise a retenu les durées réelles d'utilisation telles qu'elles sont prévues au niveau du groupe pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées comme suit :

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2020-2023 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	31/12/19	31/12/18
CAPEX	3% du CA	3% du CA
Frais de structure	3% du CA	3% du CA
Taux d'actualisation	9,70%	9,70%
Croissance à l'infini	1%	1%
Fiscalité	25% sur la Valeur terminale	25% sur la Valeur terminale

Une revue avec les Directeurs de Région a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : lancement d'un projet love cost). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en œuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation éventuellement).

Dans les deux cas (mise en œuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

A la suite du test de dépréciation, huit magasins ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire, en ce compris le magasin de Paris- François Mitterrand dont la fermeture a été décidée au cours de l'exercice, pour un montant global de 540 k.

L'analyse de sensibilité est la suivante :

Montant en milliers d'euros :

		Taux d'actualisation					
Taux de croissance		8,20%	8,70%	9,20%	9,70%	10,20%	11,20%
	0,90%	(474)	(500)	(523)	(543)	(561)	(592)
	0,95%	(472)	(498)	(521)	(542)	(560)	(591)
	1,00%	(469)	(496)	(520)	(540)	(559)	(590)
	1,05%	(467)	(494)	(518)	(539)	(558)	(589)
	1,10%	(465)	(493)	(516)	(538)	(556)	(589)

Par ailleurs, à la suite de la fermeture de certains sites dont le magasin de Dreux, la société a procédé à la reprise exceptionnelle des dépréciations associées pour un montant global de 737 K€. A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 34 570 K€, la dépréciation globale est de 11 124 K€.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au coût de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP " NAVISION " au niveau du Groupe.

Les autres durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

▪ Logiciels informatiques	de 2 à 7 ans
▪ Agencement des constructions	10 ans
▪ Matériel et outillage	de 2 à 10 ans
▪ Agencements, aménagements et installations	10 ans
▪ Matériel de transport	3 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
▪ Mobilier	de 7 à 8 ans

II. IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat ainsi que par les frais accessoires d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour le groupe, celle-ci tient compte de la quote-part de la situation nette détenue, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la quote-part de l'actif net réévalué des filiales, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.

Les dépôts de garantie versés à nos bailleurs ont fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle de 49.347 Euros correspondant au solde non justifié de ce poste.

III. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat, ainsi que les frais accessoires.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

IV. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est appréciée au cas par cas. Aucune méthode de dépréciation statistique n'est appliquée.

V.CHANGEMENT DE METHODES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général et aux Principes Comptables généralement admis.

VI. PROVISIONS

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté.

VII. ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 0,75% (vs 1,60% en 2018), ainsi qu'une progression annuelle de 1.8% des salaires iso vs 2018
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2013-2015 par sexe)

VIII. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

▪ Activité

5àSec RIF, détenue à 100% et présidée par 5àSec Group, exploite une activité de holding et de blanchisserie-teinturerie, en France, à destination d'une clientèle « BtoC » (particuliers) et « BtoB » (professionnels).

5àSec RIF détient en direct les 106 magasins exerçant une activité de blanchisserie-teinturerie, au travers des 5 enseignes suivantes :

- 5àSec
- Bel & Blanc
- Le Tigre
- Henault Morel
- Baechler

Les magasins sont répartis principalement en région Parisienne, dans l'ouest de la France, en Alsace et en Lorraine et dans les environs de Marseille.

La société, qui emploie 415 salariés, a réalisé, au cours de l'exercice précédent, un chiffre d'affaires de 24 627 K€ pour un excédent brut d'exploitation de -210 K€ et, au cours de l'exercice clôturé au 31 décembre 2019, un chiffre d'affaires 24 694 K€ pour un excédent brut d'exploitation de +495 K€.

Depuis 2017, la société a vu son chiffre d'affaires baisser en moyenne de 2% par an, lequel atteint 24,6 M€ en 2019, contre 25,6 M€ en 2017. Ce recul d'activité est principalement expliqué par les mouvements sociaux (« Gilets Jaunes » et grèves) des deux dernières années qui ont pénalisé l'activité.

Son plan de redressement, sous la houlette du nouveau management, commençait à porter ses fruits, juste avant d'être stoppé net par la crise du Covid-19 (cf. Evènements postérieurs à la clôture).

▪ Financement

En date du 17 octobre 2017, 5àsec RIF a souscrit auprès de My Partner Bank ex BESV (syndiqué à Arkea) une ligne de crédit renouvelable (Revolving Credit Facility) destinée à financer ses besoins en fonds de roulement, à échéance du 17 octobre 2024. Le solde à la clôture de décembre 2018 s'élevait à 1 200 K€. Au cours de l'exercice 2019, 5àsec RIF a procédé à un tirage de 800 k€ le 18 janvier (renouvelé) puis de 900 k€ le 15 mars (renouvelé) puis de 2 000 k€ le 10 avril (renouvelable en octobre 2019). Le solde au 31 décembre 2019 s'élève à 4 900 K€.

Ces tirages sont rémunérés sur la base d'un taux d'intérêt de 3,5% jusqu'au 29 novembre 2019 puis de 5,5% à compter de cette date.

Ce financement est conditionné par le respect de ratios à date de clôture de chaque arrêté semestriel et annuel. Or, 5àsec RIF était en bris à la clôture de cet exercice (cf. Evènements postérieurs à la clôture).

- Cession d'actifs

En date du 27 mars 2019, la société a procédé au refinancement par leasing de matériel de traitement du textile. La cession a été opérée à la valeur comptable des actifs soit 303 K€.

- Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques inscrites au bilan fin 2019, soit un montant de 175 K€ ont pour vocation de couvrir des contentieux sociaux. L'évaluation du risque encouru correspond à une appréciation de notre conseil sur ces différents contentieux engagés à cette date.

- Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises :

Un produit à recevoir relatif à l'application du Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises a été comptabilisé pour un montant global de 456 K€ au 31 décembre 2018. Celui-ci a fait l'objet d'une mobilisation au cours de l'exercice 2019.

Comme pour les exercices précédents, le CICE a été principalement dédié au renouvellement de l'outil de production en lien avec les changements réglementaires de la profession du pressing et blanchisserie.

- Crédit d'Impôt Recherche :

Aucun crédit d'impôt n'a été constaté au cours de l'exercice 2019

La créance inscrite à l'actif du bilan associée au Crédit d'Impôt Recherche s'établit à un montant global de 11 K€. Elle n'a pas fait l'objet de mobilisation.

- Contrôles fiscaux :

La société 5 à SEC RIF a fait l'objet d'un contrôle de vérification de l'application des législations de sécurité sociale, d'assurance chômage et de garantie des salaires au cours de l'année 2013. Ce contrôle de vérification a donné lieu à redressement pour un montant global de 292 K€, hors pénalités, régulièrement inscrit dans les comptes.

Ce contrôle de vérification donne actuellement lieu à contestation devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale sur deux points représentant 84 % des sommes réclamées. A fin 2019, la dette initialement provisionnée pour un montant de 292 K€ à fin 2013, s'établit à 178 K€.

- Opérations de restructuration juridique :

Le 21 mars 2019, la société IDF Pressing a procédé à la transmission universelle de patrimoine au profit de son associé unique 5àsec RIF avec effet rétroactif au 1er janvier 2019. L'opération s'est traduite par la constatation d'un mali de confusion de 71 942 € et d'un fonds de commerce de 22 320 €.

Evènements postérieurs à l'exercice

Le marché du pressing est impacté depuis une quinzaine d'années par (i) la forte baisse du costume-cravate dans le monde professionnel (dont les ventes ont été divisées par 2 en 10 ans), (ii) l'avènement des vêtements à très bas prix (Zara, H&M et explosion du marché de l'occasion), (iii) l'amélioration constante des machines à laver pour particuliers et (iv) l'image vieillissante du pressing.

Partant de ce constat, les nouveaux dirigeants ont présenté un nouveau plan stratégique, court, moyen et long terme. Le plan de réorganisation du groupe 5àSec se fondait, principalement, sur trois piliers : (i) le « back-to-basics » sur son marché historique, avec une rationalisation des coûts et une amélioration du service client ; (ii) le lancement de nouvelles offres à travers la marque 5àSec Services ; et (iii) le lancement de nouvelles activités, telles qu'un service de nettoyage et recoloration de sneakers, ou des corners pressing dans des magasins alimentaires de proximité (en France et en Suisse).

Afin d'atteindre ces objectifs de réorganisation, la Société devait procéder à des investissements importants afin de rattraper les retards d'investissement du groupe.

Tous les accords de principe nécessaires pour assainir la situation financière du groupe avaient été conclus, et restaient simplement à formaliser, lorsqu'est survenue la crise de la Covid-19.

Impact de la crise sanitaire Covid -19

En raison de la crise sanitaire, tous les magasins en propre et franchisés ont dû fermer à partir du 16 mars 2020. La majorité des salariés français a été placée en chômage partiel à compter de cette date.

Il s'en est suivi un effondrement du chiffre d'affaires et une violente dégradation du résultat prévisionnel 2020, à tout le moins.

Dans ces conditions, la restructuration financière initialement envisagée est devenue caduque, avant même d'avoir été formalisée.

Si notre actionnaire et l'investisseur principaux croyaient tous les deux à la possibilité d'un redressement du groupe, la crise sanitaire a rendu, selon eux, un redressement in bonis impossible de par son coût. Le projet de réinvestissement a donc été adapté pour une mise en œuvre dans le cadre de procédures collectives, comprenant, dès lors, une renégociation des passifs d'exploitation.

Un accord est ainsi intervenu entre l'actionnaire et l'investisseur, dans le cadre duquel :

- L'actionnaire acceptait de céder sa participation à L'investisseur qui devenait donc le nouvel actionnaire de contrôle du groupe 5àSec ;
- Notre nouvel actionnaire accompagnait donc lui-même, en cette nouvelle qualité, les procédures collectives appelées à être ouvertes ;

- Notre nouvel actionnaire enfin, prévoyait un investissement pouvant atteindre 11 M€, pour accompagner un plan de redressement, sous réserve que ce plan puisse être élaboré et mis en œuvre à des conditions satisfaisantes.

C'est dans ce contexte que les sociétés suivantes du groupe 5àSec ont dû déclarer leur état de cessation des paiements :

- Financière Hygie
- 5àSec RIF ;
- 5àSec France ;
- SOYEZBCBG ;
- Newpresspro ;
- Confluence ;
- Press 38 ;
- Lyon Part Dieu Pressing.

Le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé le 28 avril 2020 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

Quant aux sociétés 5àSec Group et Teinturerie Letourneur, qui sont encore à ce jour in bonis, elles ont sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde.

Modalités du plan de continuation par redressement

Le Groupe prévoit d'atteindre en 2024 son chiffre d'affaires cible (environ 45 M€ sur le périmètre en procédure et près de 90 M€ consolidé) et son EBITDA cible (environ 3 M€ sur le périmètre en procédure et 7 à 8 M€ en consolidé). C'est donc sur cette base, que la direction du Groupe a raisonné pour bâtir les propositions d'apurement du passif :

▪ Plan de redressement opérationnel

Chaque société du groupe 5àSec faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a présenté un plan de redressement ou de sauvegarde, lequel s'inscrira dans une logique et une cohérence globale au niveau du groupe.

En effet, face à un marché structurellement en baisse du fait de la conjoncture économique et des nouvelles habitudes de travail et de consommation (habillement casual, télétravail, etc.), impactant aussi bien les volumes que les marges, le groupe doit trouver de nouveaux relais de croissance, tout en améliorant son efficacité opérationnelle, ce qui nécessitera des investissements significatifs.

Pour ce faire, le groupe 5àSec a développé un plan industriel basé sur les 6 grands axes stratégiques suivants :

- Le modèle opérationnel doit être centralisé, industrialisé et mutualisé ;
- Le réseau de magasins doit être rationalisé, harmonisé et amélioré, notamment avec le concept de « love cost ». Ainsi, dans environ 120 magasins, le groupe va investir dans la formation des managers pour améliorer l'expérience client. De plus, la fermeture des magasins non rentables devra être envisagée ;

- L'offre de service doit se renouveler avec la mise en place de la marque 5àSec Services. Cette marque devrait proposer une offre de (i) livraison à domicile, (ii) d'enlèvement à domicile de textiles d'ameublement (nettoyage de tapis ou de canapés) et (iii) des boxes en entreprise ;
- Le métier doit être revalorisé (conditions de travail, plan de formation, etc.) ;
- Le modèle de Master franchisé doit être revu pour le tendre vers un modèle dit « capex light ». A ce titre, l'objectif est de réduire les coûts d'entrée pour les nouveaux franchisés en proposant l'utilisation de machines de lavages dont le coût d'acquisition est réduit ou la possibilité de bénéficier d'une solution de leasing avantageuse (négociée au niveau du groupe) ;
- La mise en place d'une plateforme omnicanale doit être accélérée.

L'atteinte de ces objectifs suppose la réalisation d'investissements importants :

- D'une part, le groupe doit faire face au remplacement de plusieurs de ses machines de nettoyage à sec (coût unitaire de 25 K€) et la remise à niveau du parc de magasins (rénovation et fermeture) ;
- Des investissements importants dans l'IT. En effet, aucune solution de logiciel métier clé en main n'existe, ce qui contraint la société à développer ses propres solutions.

▪ **Réduction du passif**

Le plan de redressement de 5àsec ne pourra être mené à bien qu'à la condition d'une réduction drastique du passif du Groupe, qui s'élève, à ce jour, à 157 M€ (dont 72 M€ de passif tiers), soit un niveau incompatible avec la rentabilité de l'activité pouvant être raisonnablement attendue. Pour restaurer une structure de bilan viable, il a donc été estimé que le niveau de passif consolidé sur le périmètre en procédure ne devrait pas excéder environ 20 M€. Le solde, par conséquent, doit être abandonné ou annulé.

▪ **Plan d'apurement du passif au niveau de la Société**

Le plan présenté par la direction au Tribunal de Commerce de Paris est le suivant :

- Créances super privilégiées

Les créances super privilégiées estimées à 268 K€ ont été payées à hauteur de 10% avant l'audience, puis le solde sera honoré sur 12 mois.

- Dettes fournisseurs

Les créances inférieures ou égales à 500€ seront payées intégralement à l'adoption du plan par jugement devenu définitif, conformément à la Loi.

Les fournisseurs faisant partie du comité des principaux fournisseurs se sont vu proposer un règlement comptant de 15% de leurs créances admises, dès l'adoption du plan par jugement devenu définitif, le solde étant abandonné.

Les autres fournisseurs (hors comité) se sont vu proposer deux options :

- Option courte : paiement de 15% des créances admises, dès l'adoption du plan par jugement devenu définitif, pour solde de tout compte ;
- Option longue : paiement de 100% du montant des créances admises, sur 7 ans selon l'échéancier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan.

Il convient de préciser ici que parallèlement à la circularisation des propositions d'apurement du passif, l'actionnaire s'est rapproché d'un certain nombre de fournisseurs, jugés stratégiques, pour leur proposer de leur racheter leurs créances, à des conditions qu'ils négocieront de façon bilatérale.

- **Dettes fiscales et sociales**

La CCSF a été saisie d'une demande visant à régler 15% des créances rémissibles à l'adoption du plan par jugement devenu définitif, pour solde de tout compte et en cas de refus, il est proposé de l'apurer selon l'échéancier commun des créanciers hors comité n'acceptant pas de remise (option longue, comme ci-dessous).

En ce qui concerne la dette de TVA, qui ne peut faire l'objet d'aucune remise, il est proposé de l'apurer selon l'échéancier commun des créanciers hors comité n'acceptant pas de remise : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan.

- **Dettes envers les créanciers membres du comité des établissements de crédit et assimilés**

Les créanciers membres du comité des établissements de crédit et assimilés se sont vu proposer le traitement suivant :

- Un paiement comptant de 5% des créances admises dès l'adoption du plan par jugement devenu définitif, contre abandon du solde.
- S'agissant des créances portées par les actionnaires et les autres membres du Groupe, il est prévu un traitement plus défavorable, consistant en un abandon de créance ou une conversion intégrale en capital, suivie d'une réduction du capital, conduisant donc à une annulation des actions ainsi obtenues.

- **Apport de new money**

Pour mener à bien le plan de redressement, un besoin de new money a été estimé par cabinet d'expertise indépendant à hauteur de 10,9 M€ au niveau du groupe.

Le nouvel actionnaire s'est engagé à procéder à un apport de 11 M€ (en ce compris le rachat des créances des fournisseurs stratégiques – cf. ci-après), sous réserve de l'adoption du plan

Il est prévu qu'il le fasse notamment par la souscription :

- d'une augmentation de capital de Financière Hygie ; et
- d'obligations convertibles en actions émises par Financière Hygie. Ces obligations convertibles auront une maturité de 7 ans à compter de leur souscription et porteront intérêt pouvant être capitalisés.

▪ Simplification juridique de l'organigramme

Il est envisagé, en vue de simplifier l'organigramme juridique du groupe, de procéder :

- dans un premier temps à l'absorption, par Newpresspro, par voie de fusion, des sociétés Part- Dieu Pressing, Confluence Pressing, Press 38 et Sainte Foy Pressing ;
- puis dans un second temps, à l'absorption, par 5àSec RIF, par voie de fusion, des sociétés Teintureries Letourneur, SoyezBCBG, GSBC et Newpresspro.

La société a présenté le 23 Novembre 2020 le plan de continuation tel que décrit ci-dessus au Tribunal de Commerce de Paris, la date de jugement est fixée au 15 Décembre 2020.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement	4 558		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	35 504 293		98 537
TOTAL	35 508 851		
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	21 343		
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	275 421		53 346
Installations techniques, matériel et outillages ind.	5 263 116		10 949
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	10 212 595		77 755
Mat. de transport	188 138		649
Mat. de bureau et info., mobilier	644 358		3 570
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	368 040		188 137
Avances et acomptes			
TOTAL	16 973 010		
<i>Immobilisations financières</i>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 992 503		
Autres titres immobilisés	(402)		
Prêts et autres immobilisations financières	828 173		
TOTAL	3 820 275		432 994
TOTAL GENERAL	56 302 136		

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			4 558	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(131 484)	35 471 346	
TOTAL		(131 484)	35 475 904	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			21 343	
Inst. gales., agencts. et aménagt. const			328 767	
Installations techniques, matériel et outillages ind.			5 274 065	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			10 290 350	
Mat. de transport		(973)	187 814	
Mat. de bureau et info., mobilier			647 928	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		(302 972)	253 205	
Avances et acomptes				
TOTAL		(303 945)	17 003 471	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		(1 000)	2 993 503	
Autres titres immobilisés			(402)	
Prêts et autres immobilisations financières		(1 780)	826 394	
TOTAL	104 529	(438 209)	3 819 495	
TOTAL GENERAL		3 265	56 298 871	

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement	3 206	478		3 684
Autres postes d'immo. incorp.	698 056	7 268		705 324
TOTAL	701 262	7 746		709 008
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	173 791	19 628		193 419
Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	4 311 066	273 200		4 584 266
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	9 140 075	313 818		9 453 893
Matériel de transport	169 519	12 174		181 693
Mat. de bureau et informatique, mobilier	584 965	31 719		616 683
Emballages récup. et divers				
TOTAL	14 400 758	650 539		15 051 298
TOTAL GENERAL	15 102 020	658 285		15 760 306

Cadre B	Ventil. Mouvements provisions amortissements dérogatoires						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amort. A la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort. Fiscal exceptionne 1	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort. Fiscal exceptionne 1	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'étab. et développement Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique, mobilier Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Cadre C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger avant le 01/01/1992				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger après le 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges				
Provisions pour litiges	170 000	200 094	195 000	175 094
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marché à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	170 000	200 094	195 000	175 094

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	11 385 672	540 354	802 147	11 123 879
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations				
Immobilisations financières	57 488			57 488
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	5 191			5 191
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	11 448 350	540 354	802 147	11 186 557
TOTAL GENERAL	11 618 350	740 448	997 147	11 361 651
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		540 354	60 000	
Dont dotations et reprises : - financières				
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles		200 094	872 134	
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<i>De l'actif immobilisé</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	826 394		826 394
<i>De l'actif circulant</i>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 332 799	1 332 799	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	85 209	85 209	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 299	2 299	
Impôts sur les bénéfices	10 735	10 735	
Taxe sur la valeur ajoutée	587 983	587 983	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	19 912	19 912	
Divers			
Groupe et associés (2)	263 919	263 919	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	565 363	565 363	
Charges constatées d'avance	642 552	642 552	
TOTAL	4 337 165	3 510 771	826 394
<i>(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice</i>			
<i>(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice</i>			
<i>(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques</i>			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	4 929 877	4 929 877		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	671	671		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 469 177	4 469 177		
Personnel et comptes rattachés	998 190	998 190		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	900 773	900 773		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	529 040	529 040		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	31 739	31 739		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	16 078 873	16 078 873		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	16 039	16 039		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	27 954 379	27 954 379		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 173	7 573
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 306 379	829 684
Dettes fiscales et sociales	1 385 646	1 983 875
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	2 697 198	2 821 132

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
51810000 Intérêts courus à payer	5 173	7 573
40810000 Fournisseurs Factures non parvenues	1 306 379	829 684
42810000 PROV 35 HEURES	57 591	65 488
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	698 983	873 905
42860000 Autres charges à payer		161 841
42862000 PROV SUR PRIMES	174 264	127 235
42865000 prov ind CDD	9 435	9 435
43820000 Charges sociales sur congés à payer	211 379	272 145
43830000 CH SOC / primes		57 147
43860500 ORGANISME SOCIAUX A PAYER	178 191	182 272
43861000 CH SOC / 35 HEURES	12 217	20 758
43862000 ch / prov ind CDD	2 642	2 642
43863000 FORMATION PROFESS.		95 541

43864000 C.I.L	38 883	39 195
43865000 TAXE APPRENTISSAGE		55 956
44860000 Etat Charges à payer	2 063	20 316
TOTAL	2 697 198	2 821 132

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	29 572	22 680
Autres créances	430 448	196 831
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	460 019	219 511

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
41800000 Clients Produits non encore facturés	1 259	
41820000 Fae groupe	28 312	22 680
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus	430 448	196 831
TOTAL	460 019	219 511

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Charges d'exploitation	642 552	786 889
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	642 552	786 889

Les charges constatées d'avance sont en lien avec des actions engagées se chevauchant entre deux périodes de clôture. Elles sont évaluées sur la base de leurs montants réellement engagés et proratisés selon les périodes d'affectation.

Fonds commercial

	31/12/2018							31/12/2019		
Désignation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL	Apport	Mise au rebut	Dotation	Reprise	Achetés	Reçus en apport	TOTAL
Fonds de commerce	7 760 383		7 760 383	22 320				7 760 383	22 320	7 782 703
Droit au bail	1 284 589		1 284 589					1 284 589		1 284 589
Droit d'entrée	150 762		150 762					150 762		150 762
Mali technique		25 411 667	25 411 667	71 942	-131 484			0	25 352 125	25 352 125
Valeur brute	9 195 734	25 411 667	34 607 401	94 262	-131 484			9 195 734	25 374 445	34 570 179
Dépréciation			-11 385 672			-540 354	802 147			-11 123 879
Valeur nette comptable			23 211 729							23 446 300

Commentaires :

Les principales variations de la période concernent :

- L'opération d'apport d'un fonds de commerce (magasin de Villebon) et d'un mali technique consécutive de la transmission universelle du patrimoine d'IDF Pressing (cf. Faits caractéristiques de la période),
- La sortie de malis techniques dont le magasin de Dreux et des dépréciations correspondantes,
- La dépréciation constatée au titre des tests de valeur cf. Règles et méthodes comptables. I. Immobilisations corporelles et incorporelles.

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	16	22 702 832
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	1 418 927	16	22 702 832

Mouvements sur capitaux propres

	Début exercice	Affectation	Fin exercice
Capital Social	22 702 832		22 702 832
Prime d'émission, de fusion, d'apport	4 666		4 666
Réserve légale	434 260		434 260
Autres réserves	144 333		144 333
Report A nouveau	-12 535 718	-2 553 427	-15 089 144
Résultat 2018	-2 553 427	2 553 427	
Résultat 2019			-1 257 057
TOTAL	8 196 946		6 939 889

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	24 694 734
TOTAL	24 694 734

Répartition par marché géographique	Montant
France	24 688 184
Etranger	26 550
TOTAL	24 694 734

Décomposition des charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles nettes des reprises de provisions ont principalement trait aux indemnités de sortie de personnel (161 976 €) les litiges et contentieux (114 535 €), les couts de fermeture de magasins (70 212 €), la mise au rebut de stocks (10 393 €), des amendes et pénalités (11 325 €).

Les cessions d'actifs dont véhicules et matériel textile pour un prix de cession global de 306 415 € se sont soldées par une plus-value nette de 3 056 €. Cf Frais caractéristiques de l'exercice.

On rappellera enfin l'impact de la mise au rebut de fonds commerciaux associée aux reprises de dépréciation correspondantes cf. Fonds commercial

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-1 587 808	
Résultat exceptionnel (et participation)	311 519	
Résultat comptable	-1 257 057	

La charge d'intégration fiscale a été calculée au taux de droit commun, soit 28%. La ventilation de l'impôt sur les bénéfices tient compte des réintégrations et des déductions fiscales opérées dans le résultat fiscal.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
Provisions règlementées :	0
Autres :	0
TOTAL	0
Allègements de la dette future d'impôts	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Contribution C3S	13 251
Effort construction	41 258
Autres :	
TOTAL	54 509
Amortissements réputés différés	
Déficit reportable en fin d'exercice	12 729 540

Crédit-Bail et Location financement

	Mat. & Outil.	Autres immob.	TOTAL
Valeur d'origine :	2 416 259	757 321	3 173 580
Amortissements :			
Cumuls des exercices antérieurs	1 196 528	405 734	1 601 358
Dotations de l'exercice	586 223	132 731	718 954
TOTAL	1 602 262	538 465	2 321 216
Redevances payées :			
Montants de l'exercice			778 439
TOTAL			
Redevances restant dues :			
A 1 an au plus			507 381
Entre 1 et 5 ans			386 306
A plus de 5 ans			0
TOTAL			
Valeur résiduelle :			
A 1 an au plus			
Entre 1 et 5 ans			
A plus de 5 ans			
TOTAL			0
Montant pris en charge dans l'exercice :			778 439

- La société procède à des opérations de location financement dans le cadre du renouvellement de son matériel de traitement du textile en magasins. Ainsi, en date du 27 mars 2019, la Société a procédé au refinancement par leasing par une cession à la valeur comptable des actifs soit 303 K€.
- Les autres immobilisations correspondent pour l'essentiel à des opérations de location financement de son parc roulant.

Autres engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Autres engagements	
TOTAL	

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Entreprises liées et participations
Titres de participation	2 796 516
Consommables	23 785
Clients et comptes rattachés	1 285 543
Comptes courants - actif - courant	263 919
TOTAL ACTIF	4 369 763
Dettes fournisseurs	1 866 782
Comptes courants groupe passifs - courant	16 077 873
TOTAL PASSIF	17 944 655
Coûts des équipements vendus	-6 558
Coûts des consommables vendus	-14 660
Coût des licences	-33 895
Sous-traitance	-3 470
Maintenance, entretiens et réparations	-2 483
Divers	-1 420
Personnel intérimaire	-708 733
Legal Fees	-15
Publicités	-97 974
Transports	-1 604
Company Cars	-1 646
Déplacements, missions	-1 001
Autres charges externes	-893 881
Autres charges de personnel (dont intéressement)	-155 790
Intérêts payés sur C/C	-731 892

Autres intérêts	-19 790
B2B revenues	803 369
Autres produits	82 517
Intérêts reçus sur C/C	27
TOTAL RESULTAT	-1 788 899

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec. Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)
- La rémunération des comptes courants intra-Groupe conformément à la convention de trésorerie liant les entités du Groupe 5 à sec.

Effectif au 31 décembre 2019

En nombre qu'équivalent temps plein (hors apprentis)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	17	
Agents de maîtrise et techniciens	40	
Employés	6	
Ouvriers	322	
TOTAL	385	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			817 518
TOTAL			817 518

Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

- Financière Hygie
- SAS au capital de 18 331 611 euros
- 8 Rue du Sentier
- 75 002 Paris
- RCS Paris 831 151 501

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société Financière Hygie constitue la tête de groupe. La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité des Entreprises afférent au millésime 2018 représente un allègement futur d'impôt de 468 636 euros. Ce crédit d'impôt a fait l'objet d'une mobilisation au cours de l'exercice.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019 se sont élevés à 37 900 euros.

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
5 à Sec FRANCE	80.800	2.359 890	100%	2.796.516	2.796.516			5 432 539	-850 952	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours de l'exercice.